

L'Europe délaïsse la mer Noire, région clé pour sa sécurité

vendredi 30 décembre 2005, par [Arielle Thédrel](#)

Une analyse d'Arielle Thédrel, journaliste au service étranger du Figaro. Au programme : enjeux stratégiques européens dans le bassin pontique et déploiement de l'OTAN dans la région.

Le Figaro, 28-12-2005

Après la Baltique, la mer Noire deviendra, dans un an, avec l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, la nouvelle frontière orientale de l'Union européenne (UE). Parce que la mer Noire mène à l'isthme caucasien et aux ressources énergétiques du bassin de la mer Caspienne (10% des réserves mondiales d'hydrocarbures), parce que plus du quart de l'approvisionnement énergétique de l'UE transite par cette région, les Européens, mais aussi et surtout les Américains, souhaitent la sécuriser et la mettre en valeur. Contre ou avec la Russie, qui cherche à reprendre le contrôle des pays riverains en usant de deux cartes maîtresses : le séparatisme et les hydrocarbures. Le bassin de la mer Noire compte quatre conflits gelés (Transnistrie, Abkhazie, Ossétie et Haut-Karabakh) qui repré sentent pour Moscou une monnaie d'échange. Récemment, le géant russe Gazprom a dégainé la seconde arme en annonçant qu'il allait quadrupler le prix du gaz vendu à l'Ukraine et réviser à la hausse les prix accordés à la Moldavie, à la Géorgie, à l'Azerbaïdjan et aux pays Baltes.

Dépendante elle aussi du pétrole et du gaz russe, l'UE doit ménager Moscou sans pour autant lui abandonner cette zone stratégique. L'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, qui ont émis le voeu de se rapprocher de l'Union, bénéficient de la nouvelle « politique de voisinage » mise en place par Bruxelles. Faute d'entrebâiller la porte de l'adhésion, cette politique multiplie les passerelles avec ces pays de l'ex-espace soviétique. A la demande du président ukrainien Viktor Iouchtchenko et de son homologue moldave Vladimir Voronine, l'UE vient également d'envoyer une mission d'assistance chargée de contrôler les frontières avec la république séparatiste de Transnistrie, haut lieu de commerces illicites.

Mais face à l'instabilité de la zone, l'Union européenne apparaît en retrait par rapport aux Etats-Unis. La transformation de l'Alliance atlantique pour répondre aux défis du XXI^e siècle a conduit les Américains à privilégier le bassin de la mer Noire. L'Otan a reconnu son importance lors du sommet d'Istanbul de juin 2004, invitant « partenaires et alliés du littoral à travailler ensemble pour renforcer la stabilité de cet espace ».

La nouvelle stratégie de l'Otan prévoit de fermer dans les prochaines années plusieurs bases situées en Allemagne et de les remplacer par des infrastructures plus légères en Europe centrale et orientale. Ces nouveaux sites, baptisés « hubs », constitueront un système de prépositionnement de dépôts d'armes, de munitions et d'unités de projection se succédant par rotation. Les « hubs » seront donc des plates-formes qui permettront d'intervenir aux confins de l'Europe et, au-delà, vers le bassin méditerranéen, le Proche et le Moyen-Orient.

La signature, le 6 décembre, par le président roumain, Traian Basescu, et la secrétaire d'Etat américaine, Condolezza Rice, d'un « accord d'accès » offrant des facilités militaires aux forces américaines, constitue la première étape de cette reconfiguration. L'accord, premier de ce type signé par Washington avec un pays d'Europe de l'Est depuis la chute du communisme, porte sur la mise à disposition de quatre sites, où environ 1 500 personnes pourront être stationnées. Une force d'intervention (Eetaf, Eastern European Task Force) y sera créée, avec un état-major d'une centaine de personnes basé sur l'aéroport militaire de

Mihail Kogalniceanu, près du port de Constanta.

Proche des zones à risques, la Roumanie voulait devenir l'un des bras armés de l'Otan « réoutillée » et « globalisée ». Bien avant d'adhérer à l'Alliance (en avril 2004), Bucarest avait accordé certaines facilités à l'opération Force alliée lors de la guerre du Kosovo. Durant l'été 2002, elle dépêchait un bataillon auprès des forces américaines chargées de combattre les talibans en Afghanistan. En mars 2003, les atermoiements de la Turquie à servir de base de ravitaillement aux bombardiers américains contribuèrent à faire déjà de Constanta une base de rebond logistique pour les forces alliées en Irak. Près de 4 000 GI s'étaient déployés sur la base de Mihail Kogalniceanu. Bucarest avait reçu des contreparties financières : quelque 50 millions de dollars, en partie sous forme de prêts, destinés notamment à moderniser son armée. La Roumanie, enfin, participe à la force multinationale qui assiste les Américains en Irak.

La coopération avec les Etats-Unis a pris un nouvel élan depuis l'avènement de Traian Basescu. Elu il y a un an, le nouveau président roumain a fait du partenariat avec Washington la pierre angulaire de sa politique étrangère. La Roumanie ambitionne de jouer un rôle charnière entre les structures euratlantiques et l'espace eurasiatique. Basescu a proposé à l'Alliance d'étendre à la mer Noire l'opération Active Endeavour qui contrôle les grands couloirs de navigation en Méditerranée orientale. Sans succès jusqu'ici. La France et la Turquie s'y sont opposées. Avec le président ukrainien Iouchtchenko, il tente aussi de réanimer le Guuam, une structure consultative créée en 1996 et regroupant cinq anciennes républiques soviétiques (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie et Ouzbékistan). L'objectif, encouragé par les Etats-Unis, est de consolider l'indépendance de ses Etats membres, qui sont aussi des pays clés pour le transit des hydrocarbures de la Caspienne.